

## Sommaire

### Actualités

**Résurgence des violences dans l'Etat d'Arakan**

**Un retour sous conditions pour les exilés**

**Le Projet de mine de cuivre continue malgré l'opposition des populations locales**

**Augmentation de la production d'opium pour la sixième année consécutive**

**Selon les Nations unies de graves problèmes concernant les droits de l'homme demeurent**

### Eclairage:

**Une augmentation des cas de confiscation de terres directement liée à l'afflux d'investissements en Birmanie**

**Nous soutenir,  
nous rejoindre**

## Edito

En octobre, le Rapporteur spécial des Nations unies pour la Birmanie, Tomás Ojea Quintana, a présenté son rapport lors de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. Depuis la levée des sanctions internationales et la reprise des liens diplomatiques entre le gouvernement birman et de nombreux pays, l'Assemblée générale des Nations Unies constitue l'un des derniers outils à disposition de la communauté internationale pour faire en sorte que les quelques gages de réforme et d'ouverture offerts par le gouvernement birman se concrétisent.

Malgré les récentes réformes engagées par le gouvernement, les causes profondes des conflits armés n'ont toujours pas été résolues et les violations des droits de l'homme perdurent de façon systématique et généralisée.

En Octobre, de nouvelles violences ont éclaté dans l'Etat d'Arakan causant la mort de plus de 100 personnes et le déplacement de 28 000 autres. Pendant ce temps, les combats dans l'Etat Kachin ont continué. M. Quintana a déclaré avoir reçu des allégations relatant la persistance des graves violations des droits de l'homme dans les zones frontalières ethniques touchées par le conflit, notamment : « les attaques contre les populations civiles, les exécutions extrajudiciaires, la violence sexuelle, les arrestations et les détentions arbitraires, les déplacements de population, les confiscations de terres, le recrutement d'enfants soldats, le travail forcé et le portage ainsi que l'emploi de mines terrestres ».

Pour éviter la résurgence de nouvelles violences et l'augmentation du nombre de victimes nous nous joignons à l'appel de M. Quintana lancé aux autorités birmanes pour qu'elles s'attaquent aux causes sous-jacentes des tensions dans l'Etat d'Arakan. De même, comme il l'a exprimé dans son rapport, « toute solution politique durable doit s'attaquer aux causes profondes du conflit et tenir compte des préoccupations particulières des groupes minoritaires ethniques. ».

Le rapporteur spécial a souligné dans son rapport l'importance de maintenir les droits de l'homme à l'ordre du jour en Birmanie. « La communauté internationale doit également veiller à ce que les considérations relatives aux droits de l'homme restent au cœur de son engagement avec la Birmanie au cours de cette période de transition », a-t-il ajouté dans une déclaration.

Les Etats membres des Nations unies ne doivent pas se laisser aveugler par les développements actuels qui ont lieu en Birmanie et par des intérêts économiques prévalant. Au contraire, ils doivent s'assurer que les droits de l'homme figurent bien « au cœur du processus de réformes du pays ».

Bonne Lecture

L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com) - <http://www.info-birmanie.org/>

## Résurgence des violences dans l'Etat d'Arakan

Un regain de violences entre arakanais bouddhistes et musulmans Rohingyas a éclaté le 21 octobre dans les districts de Minbya et Mrauk U, et s'est vite propagé dans les districts voisins de Myebon, Rathedaung, et Kyauk Pyu, dans l'Etat d'Arakan, à l'Ouest de la Birmanie.

Le 28 octobre, le quotidien d'Etat le New Light of Myanmar indiquait qu'entre le 21 et le 27 octobre, 84 personnes avaient été tuées et que 2950 maisons et 14 bâtiments religieux avait détruits. Le 29 octobre, les autorités ont déclaré que le nombre de morts avait atteint 88 personnes. Il est cependant à craindre que le nombre de victimes soit bien plus élevé.<sup>1</sup>



L'organisation Human Rights Watch a pu se procurer des images satellites montrant que dans la seule ville de Kyauk Pyu, plus de 800 bâtiments et habitations flottantes ont été incendiées et ce, dans une partie où vivent majoritairement des membres de la minorité Rohingya.<sup>2</sup>

Ces dernières violences ont entraîné le déplacement d'au moins 28 000 personnes, dont la plupart sont de confession musulmane. Au moins 4000 personnes ont fui par bateau vers Sittwe, la capitale de l'Etat d'Arakan, où le gouvernement a mis en place une politique de ségrégation des musulmans, les séparant du reste de la population. Ils sont placés dans des camps de déplacés internes entourés de barbelés et gardés par des forces de sécurité armées et n'ont pas accès à une aide humanitaire adéquate.<sup>3</sup>

Au moins 3.000 Rohingyas sont soupçonnés d'avoir fui les dernières violences par la mer en traversant la frontière entre la Birmanie et le Bangladesh, où les forces de sécurité bangladaises se sont vu ordonner depuis le mois de juin dernier de repousser toutes les personnes qui tentaient de franchir la frontière pour chercher refuge contre les violences.

Cette nouvelle vague de personnes déplacées s'ajoute aux 75 000 réfugiés qui avaient fui les violences au mois de juin et qui demeurent dans des camps surpeuplés dans des conditions sordides. L'accès humanitaire dans l'Etat d'Arakan reste insuffisant et le gouvernement doit s'assurer de la livraison de façon sûre et sans entraves de l'aide humanitaire, que ce soit par les Nations Unies ou d'autres organisations en mesure de fournir cette aide à tous ceux qui en ont besoin.

<sup>1</sup> AFP (29 Oct 12) Death toll from Myanmar unrest reaches 88

<sup>2</sup> HRW (27 oct 2012) Burma: New Violence in Arakan State

<sup>3</sup> OCHA (28 Oct 12) Myanmar: Displacement in Rakhine State Situation Report No.10;

Le 26 Octobre, la Commission parlementaire pour l'Etat de droit, présidée par Daw Aung San Suu Kyi, a appelé le gouvernement à renforcer la sécurité dans la région afin de mettre fin aux émeutes et d'enquêter sur les violations des droits humains à travers des procédures judiciaires transparentes. En Août, le gouvernement a créé une commission d'enquête formée par 27 membres et chargée de déterminer les causes des violences dans l'État d'Arakan. Cependant, l'indépendance de la commission et son impartialité ont été remises en cause sachant que certains membres de la commission ont exprimé publiquement de forts sentiments anti-rohingyas et qu'aucun des membres ne fait partie de l'ethnie Rohingya.



Le gouvernement a envoyé des renforts dans la région, mais de nombreux témoignages indiquent que des soldats tuent un nombre indéterminé de civils dans leurs tentatives pour arrêter les émeutes.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, s'est dit préoccupé et a invité les autorités à faire le nécessaire pour reprendre la situation en main. «Les attaques de milices, les menaces ciblées et la rhétorique incendiaire doivent prendre fin», dit-il dans un communiqué.<sup>1</sup>

«Si cela n'est pas le cas, le tissu social pourrait être irrémédiablement abîmé et la réforme et le renforcement du processus actuellement suivi par le gouvernement probablement remis en cause», ajoute-t-il, évoquant les mesures d'ouverture mises en oeuvre depuis que la junte militaire a cédé le pouvoir à une administration civile, l'an dernier.<sup>2</sup>

Le 25 Octobre, Rapporteur spécial des Nations unies pour la Birmanie Tomás Ojea Quintana a critiqué le régime dans sa gestion des violences actuelles dans l'État d'Arakan. Quintana a déclaré que le régime n'a pas réussi à s'attaquer aux causes profondes des violences communautaires et à prendre des décisions cruciales vers « une véritable solution ». Quintana a exhorté le régime à poursuivre une politique d'intégration et de réconciliation à long terme entre les communautés bouddhistes et musulmanes. Il a également appelé le régime à aborder la « discrimination endémique » contre les Rohingyas et à assurer le respect des droits de l'homme pour tous, ce qui inclurait une révision de la loi de 1982 sur la citoyenneté.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Reuters (26 oct 12) Le bilan des violences religieuses s'alourdit en Birmanie

<sup>2</sup> Ibid

<sup>3</sup> VOA (25 Oct 12) UN Rights Expert: Endemic Discrimination in Burma ; ; UN News Center (26 Oct 12) Myanmar: UN expert calls for underlying causes of tensions in Rakhine state to be addressed; AFP (26 Oct 12) Myanmar reforms at risk from ethnic strife: UN expert

## Un retour sous conditions pour les exilés

Malgré les invitations répétées du président Thein Sein appelant les birmans vivant à l'étranger à rentrer chez eux, ce retour ne pourrait se faire que selon certaines conditions pour les militants en exil. Le 19 Octobre, les autorités birmanes auraient demandé à plusieurs militants birmans exilés qui faisaient une demande de visa, de signer un engagement écrit affirmant qu'ils allaient éviter de critiquer les autorités, s'impliquer dans la vie politique, provoquer de « l'instabilité publique », et de rentrer en contact avec des « organisations illégales ».<sup>1</sup>

## Le Projet de mine de cuivre continue malgré l'opposition des populations locales

Le 23 Octobre, un conglomérat économique soutenu par le gouvernement birman, le Myanmar Economic Holding (UMEH), a annoncé que l'expansion de la mine de cuivre sino-birmane à Monywa et Salingyi, dans la division de Sagaing (centre), continuerait en dépit de la forte opposition du public. En Octobre, des centaines de villageois ont continué à faire campagne contre le projet, dénonçant la confiscation de leurs terres et les risques de pollution liés au projet.

Le 9 Octobre, des villageois ont déposé une plainte devant un tribunal du canton de Salingyi, dans la division de Sagaing, contre les sociétés chinoises et birmanes impliquées dans le projet. Ils ont accusé les deux promoteurs du projet de confiscation des terres et de la destruction des monastères de la région de Letpadaung. Plusieurs manifestations publiques ont aussi eu lieu.<sup>2</sup>

## Augmentation de la production d'opium pour la sixième année consécutive

Selon un nouveau rapport de l'office des Nations Unies contre la drogue et le crime (Onudc), la production d'opium en Asie du sud-est a doublé au cours des six dernières années. En Birmanie, la culture de pavot a augmenté de 17% depuis 2011, et, en 2012, 300.000 ménages se sont lancés dans cette activité. Cette forte hausse de la production de drogue et l'échec du gouvernement birman à appliquer les lois sont révélateurs de l'incapacité du pays à exécuter les fonctions étatiques, dans une période il est vrai de transition politique démocratique, estime le rapport.

La Birmanie est responsable de 25% de la production illicite d'opium, deuxième producteur mondial après l'Afghanistan, alors que le pays suit un plan officiel d'éradication de l'opium d'ici à 2014. La culture du pavot dans l'ancien triangle d'or, la région aux frontières de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande, après avoir atteint son niveau le plus bas en 2006, est remontée de 21.600 hectares en 2006 à 51.000 hectares en 2012, soit une augmentation de 136%. « La quantité d'opium produite continue de se diriger dans la mauvaise direction », a déclaré Gary Lewis, le représentant de l'Onudc pour l'Asie de l'est et le Pacifique.<sup>3</sup>

1 Independent (19 Oct 12) Burma's exiles can return - if they promise to be good

2 RFA (10 Oct 12) Mine Faces Grave Protest; Irrawaddy (11 Oct 12) Farmers Persist in Fight to Halt Monywa Copper Mine

3 UNODC (31 Oct 12) South-East Asia Opium survey 2012 - Lao PDR, Myanmar; Asie info (5 nov 2012) Birmanie : inquiétante augmentation de la production d'opium

## Selon les Nations unies de graves problèmes concernant les droits de l'homme demeurent

Le 25 Octobre, Rapporteur spécial des Nations unies pour la Birmanie Tomás Ojea Quintana, a présenté son rapport à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans le rapport, Quintana affirme que la Birmanie « reste en butte à de graves problèmes en matière de droits de l'homme ». Au-delà de la situation dans l'État d'Arakan [Voir ci-l'article ci-dessus], le Rapporteur spécial a souligné ses principales préoccupations <sup>1</sup> :

- Dans l'État Kachin, les soldats de l'armée birmane continuent de commettre de graves violations des droits humains, notamment des attaques contre les civils, des exécutions extrajudiciaires, des violences sexuelles, des arrestations arbitraires et la torture.
- Les discriminations contre les minorités ethniques se poursuivent, notamment la discrimination religieuse dans l'Etat Chin.
- Les restrictions sur les médias, dont une législation répressive, sont toujours en œuvre malgré l'abolition de la censure préalable.
- L'examen et la révision des lois non conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme n'ont pas encore été achevés
- Des prisonniers politiques sont encore détenus dans toute la Birmanie.
- Les autorités continuent de soumettre les détenus à la torture et à de mauvais traitements.
- Les violations des droits fonciers et du logement ont continué, en particulier dans le cadre de projets d'infrastructure et de l'exploitation des ressources naturelles. Les cas de confiscation des terres sont en augmentation depuis 2010.

M. Quintana a réitéré son appel pour la création d'une *Commission de la vérité* chargée de répondre aux « griefs de décennies de violations des droits de l'homme », afin de prévenir de futures violations et promouvoir la réconciliation nationale.

<sup>1</sup> UNGA, 67th session, Situation of human rights in Myanmar – Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, 25 September 2012, UN Doc A/67/383

## Eclairage

### **UNE AUGMENTATION DES CAS DE CONFISCATION DE TERRES DIRECTEMENT LIÉE À L’AFFLUX D’INVESTISSEMENTS EN BIRMANIE**

L’ouverture de l’économie birmane aux investisseurs étrangers entraîne une augmentation des cas de confiscation des terres, les hommes d’affaires politiquement connectés se saisissant des terres agricoles pour des projets de développement. La généralisation du problème a conduit à la création par le gouvernement d’une commission chargée de traiter les plaintes pour expropriation, dont le nombre augmente régulièrement.

#### ***Des terres confisquées***

En Birmanie, toutes les terres appartiennent théoriquement à l’Etat, laissant les petits agriculteurs sans titres fonciers légaux.

Au fil des ans, les entreprises ayant des liens avec le gouvernement militaire du pays ont été en mesure de saisir les terres des fermiers et des villageois, la plupart du temps pour construire des mines ou des projets agricoles très lucratifs. L’armée birmane, qui a une longue histoire de confiscations de terres, est également accusée de continuer à se saisir des terres dans les zones ethniques. Beaucoup de ceux qui ont perdu leurs terres n’ont reçu qu’une maigre compensation.

Aujourd’hui, alors que le gouvernement est en train de considérer l’adoption de nouvelles lois pour attirer les investisseurs étrangers, les groupes de défense des droits de l’homme affirment qu’il y a eu récemment une vague de confiscation de terres. **Alors que l’économie se prépare à un afflux d’investissements étrangers, jusque 3,6 millions d’hectares ont été saisis par le gouvernement, les entreprises privées et l’armée.**

The Network for Human Rights Documentation– Burma (ND- Burma), organisation de défense des droits de l’homme basé en Thaïlande, a documenté 114 cas de violations des droits de l’homme, uniquement dans la période allant des mois d’avril à septembre 2012. Parmi eux, figurent 26 cas de confiscation de terres.<sup>1</sup>

Khin Ohmar, porte-parole de l’organisation Burma Partnership, affirme que l’augmentation du nombre de terres confisquées par l’armée alimentent les doutes sur les stratégies de l’armée. « Il nous a été rapporté que l’armée se saisirait d’importantes quantités de terres dans les zones ethniques pour construire des camps militaires. La question que l’on se pose donc est pourquoi sont-ils en train de construire de nouveaux camps militaires dans un climat de transition démocratique? », a déclaré Khin Ohmar.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> The Network for Human Rights Documentation– Burma , Report on the human rights situation in Burma (avril - septembre 2012)  
<sup>2</sup> VOA (22 oct 2012) Burmese Investment Boom Fuels Worries Over Land Grabs

## Eclairage

### ***Liens directs entre développement d'infrastructures, exploitation des ressources naturelles et violations des droits de l'homme et de l'environnement***

Plus de vingt projets de barrages hydroélectriques de grande envergure sont en cours de construction à travers le pays, et une quarantaine de blocs pétroliers et gaziers sont en phase d'exploration. Tous ces projets ont en commun d'être financés et construits par des pays voisins (principalement la Chine et la Thaïlande) et l'énergie produite sera intégralement exportée vers ces mêmes pays, alors qu'environ 50% de la population de Birmanie n'a pas accès à l'électricité. Le mécontentement populaire grandit contre les projets de grande envergure menés aux quatre coins du pays par les voisins asiatiques. Ces investissements n'ont généré que peu d'emplois, tout en imposant aux populations locales un fardeau social et environnemental considérable.

Ainsi le projet Shwe a engendré une confiscation généralisée des terres pour laisser place au pipeline. Les paysans se retrouvent sans emploi et spoliés de leurs moyens de subsistance, et les zones de pêche leur sont désormais inaccessibles, renforçant une migration interne déjà très forte. La construction de barrages va affecter directement pas moins de 100 000 personnes, contraints de quitter leurs terres pour laisser place aux zones de retenues des eaux.

Le projet industriel dans la ville de Dawei (entre autres un port en eau profonde, une usine pétrochimique, une raffinerie pétrolière) implique le déplacement de 20 000 résidents. D'ici le mois de juin 2013, 30 000 nouveaux villageois vont être déplacés de force. Au total 16 villages dans les districts de Yaybu et Longlon, dans la province de Dawei, vont être déplacés.<sup>1</sup>

L'exploitation de ressources naturelles se fait essentiellement dans les régions où vivent les minorités ethniques. Depuis plus d'un demi-siècle, l'accès à ces ressources est la principale cause des conflits qui opposent les autorités militaires aux groupes armés issus de ces minorités.

### ***Les villageois commencent à faire entendre leurs voix***

Depuis qu'une loi autorisant les manifestations pacifiques sous réserve d'autorisation préalable a été votée l'an dernier, les habitants osent tester leur liberté nouvelle. Les villageois osent à présent faire campagne contre ces projets, dénonçant la confiscation de leurs terres et les risques de pollution liés à ces projets.

C'est le cas des habitants des villes de Monywa et Salingyi, dans la division de Sagaing (centre), qui continuent de dénoncer depuis des semaines la confiscation de leurs terres par une mine de cuivre sino-

<sup>1</sup> Irrawaddy (7 nov 2012) 30,000 Dawei Villagers Forced Out by June

## Eclairage

birmane et les risques de pollution liés au projet.

«Nous commençons seulement à oser dénoncer nos souffrances car nous avons entendu dire que nous pouvions nous exprimer normalement grâce au changement de gouvernement», a expliqué à l'AFP Myat Thaug, père de famille de 38 ans. «Nous n'osions pas nous plaindre quand les dirigeants étaient des militaires».<sup>1</sup>

Cependant, malgré la mise en place d'une commission gouvernementale chargée d'étudier les plaintes pour expropriation, le gouvernement a répondu aux protestations en harcelant et détenant des manifestants, notamment des activistes et des étudiants qui ont pris part à des manifestations à Rangoun et Mandalay.

---

<sup>1</sup> AFP (26 sept 2012) Le droit de manifester testé dans la pratique





## « Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



74, rue Notre Dame des Champs  
75006 Paris  
Tél. 01 46 33 41 62  
Mail. [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)  
<http://www.info-birmanie.org>

**Info Birmanie** est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

**Valoriser** auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

**Alerter** les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

**Sensibiliser** la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

### Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, à l'adresse ci-dessus).  
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

### Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Célestine

01 46 33 41 62 / [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com) - <http://www.info-birmanie.org/>